

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative  
Boulevard George Sand  
36000 CHÂTEAUROUX

CHÂTEAUROUX, le 04/05/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/04/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Société d'Exploitation de Gournay**

9, Montipeneau - La Chaume Lauzon  
36230 Gournay

Références : VI 11/04/2023 UD36 (TD)  
Code AIOT : 0010005962

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2023 dans l'établissement Société d'Exploitation de Gournay implanté Pontgautron - Le Grand Gaillard 36230 Gournay. L'inspection a été annoncée le 06/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Société d'Exploitation de Gournay
- Pontgautron - Le Grand Gaillard 36230 Gournay
- Code AIOT : 0010005962
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société d'exploitation de Gournay (SEG) est autorisée par arrêté préfectoral du 28 octobre 2021 à prolonger la durée d'exploitation de la carrière d'argile et créer un casier de stockage de déchets

de matériaux de construction contenant de l'amiante lié sur le territoire de la commune de Gournay aux lieux-dits « Pontgautron et le Grand Gaillard », dans le département de l'Indre (36).

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- 1.7 Garanties financières
- 2.1.4.1.2 Bornage
- 2.1.4.8 Contrôles par des organismes extérieurs
- 2.9.1 Suivi annuel d'exploitation et rapports annuels
- 6.2 Niveaux acoustiques
- 7.2.3 Contrôle des accès

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 1.7.2.2	/	Sans objet
4	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.9.1	/	Sans objet
5	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 6.2.3	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Bornage	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.1.4.1.2	/	Sans objet
3	Contrôles par des organismes extérieurs	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.1.4.8	/	Sans objet
6	Contrôle des accès	Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 7.2.3	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 1.7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Installation stockage déchets d'amiante
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le montant des garanties financières est calculé selon les indications de la circulaire du 28 mai 1996 relative aux garanties financières pour l'exploitation d'installations de stockage de déchets modifiée par la circulaire du 23 avril 1999 qui précise que le calcul du montant des garanties financières peut se faire selon une méthode forfaitaire détaillée ou une méthode forfaitaire globalisée. Les garanties financières sont établies pour la durée de l'exploitation de 13,4 ans et pour la période de post exploitation de 30 ans. [...] Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 600 010 € TTC
<b>Constats :</b> La garantie financière du casier amiante comporte une erreur dans sa transcription en "lettre" correspondant à la somme chiffrée du cautionnement.
<b>Observations :</b> L'exploitant a transmis, par bordereau d'envoi en date du 2 mars 2023, à l'inspection des installations classées l'acte de cautionnement solidaire carrière amiante en date du 29 juin 2022. L'Inspection des installations classées constate une erreur sur le montant maximum du cautionnement. En chiffre, il est noté la somme de "600 010 euros" mais il est noté en lettre "six milles dix euros". L'exploitant s'engage à transmettre à l'inspection des installations classées un nouvel acte corrigé.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Bornage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.1.4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bornage
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : <ul style="list-style-type: none"><li>- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</li><li>- le cas échéant, des bornes de nivellement.</li></ul> Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> L'inspection des installations classées a constaté que des bornes étaient disposées en tous points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation et elles sont identifiées sur le plan de suivi annuel d'exploitation 2022. L'exploitant confirme que le plan de suivi annuel d'exploitation 2023 sera transmis à l'inspection au mois de mai 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : Contrôles par des organismes extérieurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.1.4.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles par des organismes extérieurs
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'entreprise doit disposer d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues. L'entrée de la carrière étant celle de l'ISDND voisine, la bascule est celle qui est en place à l'entrée de l'ISDND. Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur : <ul style="list-style-type: none"><li>- les appareils de pesage ;</li><li>- les installations électriques.</li></ul> Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site.
<b>Constats :</b> Pas d'écart constaté
<b>Observations :</b> L'inspection constate que l'appareil de pesage (le pont bascule) a été contrôlé par la société Omni-pesage le 25 Aout 2022 sans observations. L'Installation électrique a été vérifiée par la société Socotec le 07 juin 2022 et a pas fait l'objet de remarques sans non conformité. Le rapport a été consulté sur place par l'inspection. La prochaine visite de vérification électrique par un bureau de contrôle est prévue par l'exploitant le 3 mai 2023.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 4 : Bilans périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 2.9.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, suivi annuel d'exploitation et rapports annuels
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan orienté et réalisé à l'échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50m, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;</li> <li>- les bords de fouille ;</li> <li>- les surfaces défrichée, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;</li> <li>- l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage de matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li> <li>- les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;</li> <li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>- le positionnement des fronts,</li> <li>- la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection. [...] Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. [...]</li> </ul>
<b>Constats :</b> L'exploitant ne peut pas présenter le plan annuel 2023 orienté et réalisé à l'échelle adaptée à sa superficie.
<b>Observations :</b> L'exploitant doit réaliser un plan annuel orienté et réalisé à l'échelle adaptée à sa superficie chaque année. Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février à l'inspection des installations classées. L'exploitant confirme que les mesures des données pour élaborer le plan 2023 doivent être réalisées en mai 2023 pour une transmission en juin 2023 à l'inspection des installations classées. L'exploitant présente néanmoins le plan réalisé en juin 2022 qui est conforme aux prescriptions énoncées dans l'arrêté préfectoral du 28 octobre 2021 article 2.9.1.
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 5 : Niveaux acoustiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée tous les 3 ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.
<b>Constats :</b> Point n°3 non conforme dans le rapport acoustique du 13 septembre 2022 élaboré par Veristas exploitation.
<b>Observations :</b> L'inspection a consulté en salle le rapport acoustique du 13 septembre 2022 du bureau d'étude Veritas exploitation. Un point n°3 est relevé par le bureau d'étude comme non conforme avec une émergence mesurée à 11 au lieu d'une émergence autorisée à 6 db(A).
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 6 : Contrôle des accès**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/10/2021, article 7.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle des accès
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès (en prenant en compte les dispositions prévues aux articles 8.1.1 et 8.1.5.4 du présent arrêté avec l'ISDND voisine), ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.
<b>Constats :</b> Conforme
<b>Observations :</b> L'exploitant prend bien toutes les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement. Un journal d'entrée et de sortie est notamment à renseigner à l'entrée du site. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet